

OTC

Pour le représentant de la République d'Artsakh en France, «l'Azerbaïdjan doit accepter l'existence des Arméniens du Karabakh»

Il y a un an, le 27 septembre 2020, la deuxième guerre du Karabakh éclatait entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Ce conflit s'est soldé par la victoire des forces azerbaïdjanaises, qui, après une offensive de 44 jours, ont reconquis plusieurs districts perdus dans les années 1990. Les hostilités ont pris fin le 10 novembre, sous l'égide de la Russie, qui a parrainé l'accord de cessez-le-feu signé entre les deux parties. Entretien avec Hovhannès Guévorkian, le représentant en France de la République d'Artsakh.

RFI : Quel regard portez-vous sur la région, un an après le déclenchement de ce conflit qui aura duré six semaines ?

Depuis un an, nous sommes mis devant le fait accompli par l'Azerbaïdjan, qui occupe une large partie du territoire de la République d'Artsakh. Cette occupation

résulte d'une agression qui n'était pas justifiée. Il y avait un processus de négociation, sous l'égide de la communauté internationale, à travers le groupe de Minsk (États-Unis, France, Russie), soutenu par l'OSCE. L'Azerbaïdjan a unilatéralement rompu ce processus de paix et lancé une attaque, en mettant devant le fait accompli l'ensemble des protagonistes, y compris les médiateurs.

Le groupe de Minsk n'a-t-il pas manqué à sa mission de conciliation ?

Les médiateurs étaient là pour accompagner un processus qui visait à régler un différend de manière exclusivement pacifique. À partir du moment où l'Azerbaïdjan a décidé de rompre ce processus de manière unilatérale, les médiateurs avaient le choix de garder leur neutralité ou de dénoncer l'offensive azerbaïdjanaise. Emmanuel Macron a fait une déclaration en ce sens, de manière très claire, disant que c'était bien l'Azerbaïdjan qui avait commencé les hostilités et qu'il ne s'agissait pas d'une réaction de légitime défense. Les médiateurs auraient pu aller plus loin en condamnant ou en sanctionnant l'Azerbaïdjan. Cela n'a pas été fait, même si le groupe de Minsk a tenté par trois fois de mettre fin au conflit armé, sans résultat.

L'Azerbaïdjan affirme avoir, par cette offensive, « rétabli le droit international » et appliqué les dispositions des résolutions de l'ONU. Quelle est votre lecture de ce discours ?

Heureusement, les textes de ces résolutions sont publics. Elles disent avant tout à régler le problème de manière pacifique. Je ne sais pas si l'Azerbaïdjan s'en souvient. Deuxièmement, elles demandent aux forces arméniennes locales, c'est-à-dire aux forces du Haut-Karabakh, de se retirer des districts qui constituent une zone de sécurité autour du Haut-Karabakh. Jamais elles ne parlent de l'occupation du Haut-Karabakh lui-même, parce que c'est un non-sens. Le Haut-Karabakh ne peut pas être occupé par ses propres habitants, sinon l'Alsace est occupée par les Alsaciens et la Bretagne par les Bretons. L'historique des pourparlers est là pour démontrer quel protagoniste dit la vérité.

L'accord tripartite du 10 novembre, signé sous l'égide de la Russie, met en place un cessez-le-feu entre les parties, ce n'est pas un accord de paix. Quelles sont à vos yeux les conditions de cette paix ?

Tant que l'Azerbaïdjan n'accepte pas l'existence des Arméniens du Karabakh sur ce territoire donné, il n'y aura pas de paix. Cette population doit avoir le droit de

décider librement, par référendum, si elle veut rester ou non dans le giron azerbaïdjanais. Et la réponse sera non. Il ne s'agit pas d'un caprice : quand vous vivez depuis pratiquement un siècle dans l'État raciste qu'est l'Azerbaïdjan, où vos droits sont systématiquement bafoués parce que vous êtes Arménien, où vous faites l'objet de discriminations et de massacres, y compris pendant le conflit de 2020 où des civils arméniens ont été exécutés, vous ne pouvez pas vous sentir en sécurité.

La question centrale de la résolution du problème, c'est celle du statut, avant même de parler des frontières. Cette population est-elle soumise à une protection internationale ? Lui reconnaît-on le droit d'avoir sa propre structure étatique comme une garantie supplémentaire contre d'éventuelles agressions de l'Azerbaïdjan ? Une fois la question du statut posée et définie, celle des frontières se posera nécessairement. Parce qu'imaginons qu'une protection internationale se mette en place : il faudra délimiter sur quel territoire cette protection s'étend. Et dans le cas d'une reconnaissance de la République du Haut-Karabakh, il faut déterminer sur quel territoire cette République pourra exister.

2- Le Courrier d'Erevan

01/10/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/lambassadrice-de--france-en-armenie-remis-ses-lettres-de-creance-au-president-de-larmenie>

L'Ambassadrice de France en

Arménie a remis ses lettres de créance au Président de l'Arménie



Le 30 septembre, SE Mme Anne Louyot, Ambassadrice de France en Arménie, a remis ses lettres de créance au Président arménien Armen Sarkissian, informe l'agence *Armenpress*.

"Je suis heureuse de représenter la France dans un pays, avec lequel mon pays entretient des relations uniques. Je ferai tout pour développer davantage les relations bilatérales", a déclaré la nouvelle Ambassadrice, en transmettant les salutations chaleureuses du Président français, Emmanuel Macron au Président Sarkissian.

Le Président arménien a félicité Mme Anne Louyot pour sa prise de fonction, lui a souhaité de réussir et a espéré que grâce à des efforts conjoints, l'agenda déjà riche des deux pays sera enrichi de nouvelles idées et initiatives.

Selon le Président Sarkissian, l'amitié entre l'Arménie et la France qui remonte à plusieurs siècles, les relations uniques entre les deux Etats, le dialogue politique de haut niveau et la confiance mutuelle constituent une base sérieuse pour le

développement futur des relations arméno-françaises.

Armen Sarkissian a noté que l'Arménie apprécie hautement le soutien et la solidarité du Président français Emmanuel Macron et du peuple français pendant les jours difficiles pour l'Arménie.

Les interlocuteurs ont évoqué les différentes sphères de la coopération arméno-française. Le Président Sarkissian a estimé que la coopération dans le domaine des technologies modernes était prometteuse. Il a présenté l'initiative présidentielle ATOM (Advances Tomorrow) qui, étant un projet orienté vers l'avenir, sera axé sur le développement scientifique, technologique et éducatif. Il existe déjà des accords préliminaires de coopération avec un certain nombre de grandes entreprises technologiques françaises.

Les parties ont également parlé de la mise en œuvre de programmes ambitieux visant à élargir la coopération dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la santé, grâce auxquels, comme l'a noté l'Ambassadrice, la partie française est prête à investir son expérience en Arménie.

3- Les Nouvelles d'Arménie

01/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=84096

Les chefs de la diplomatie

d'Arménie et de la République tchèque demandent la libération immédiate des prisonniers Arméniens détenus en Azerbaïdjan

Jakub Kulhánek le ministre des Affaires étrangères de la République tchèque est depuis hier en Arménie. A Erévan il a rencontré ce matin son homologue arménien Ararat Mirzoyan. Lors d'une conférence de presse qui suivit la rencontre, le chef de la diplomatie de la République tchèque a affirmé la nécessité de la libération immédiate des prisonniers Arméniens militaires et civils détenus arbitrairement en Azerbaïdjan.

« Au cours de notre conversation, nous nous sommes également concentrés sur le conflit du Haut-Karabagh et les problèmes qui y sont liés. L'Arménie apprécie hautement la position de la République tchèque dans le règlement du conflit, qui est conforme à la position de l'Union européenne c'est-à-dire le soutien à la poursuite des pourparlers de paix dans le cadre de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE, la recherche d'une solution à long terme et durable au conflit » a déclaré Ararat Mirzoyan le ministre arménien des Affaires étrangères.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Arménie et de la République tchèque ont abordé un certain nombre de questions humanitaires liées au conflit du Haut-Karabagh.

La délégation conduite par le ministre tchèque s'est également rendu au mémorial du génocide à Tsitsernakaberd sur les hauteurs d'Erévan afin de rendre hommage aux victimes du génocide arménien de 1915.

Ararat Mirzoyan a déclaré lors de la conférence de presse commune que *« le peuple arménien apprécie hautement l'adoption de résolutions reconnaissant le génocide arménien par les deux chambres du Parlement tchèque »*.

Krikor Amirzayan

4- Agence TASS

01/10/2021

<https://tass.com/politics/1344829>

Lavrov, Armenian top diplomat discuss implementation of trilateral agreements on Karabakh

It was also reported that Russian and Armenian Foreign Ministers stressed the necessity of finding solutions to humanitarian problems in Nagorno-Karabakh

MOSCOW, October 1. /TASS/. The implementation of the trilateral agreements on Nagorno-Karabakh was the focus of a telephone conversation between Russian and Armenian Foreign Ministers, Sergey Lavrov and Ararat Mirzoyan, the Russian foreign ministry said on Friday.

"Special attention was focused on the problems of regional stability and security, first of all, on the implementation of the trilateral agreements of the Azerbaijani, Armenian and Russian leaders of November 9, 2020 and January 11, 2021," it said.

The sides also stressed the necessity of finding solutions to humanitarian problems in Nagorno-Karabakh. "The ministers shared the opinion that the unblocking of transport and economic communications in the South Caucasus, the promotion of trust-building measures and the expansion of mutually beneficial cooperation between the neighboring countries will help further normalize the situation in the region," the ministry emphasized. "The sides stressed the importance of finding solutions to the pressing humanitarian problems, such as, first of all, releasing detainees, sharing minefield maps and preserving cultural heritage sites."

Apart from that, the two top diplomats discussed current issues on the bilateral agenda, including in the context of upcoming high-level contacts. "The ministers

agreed to expand inter-ministerial ties to organize the 20th session of the intergovernmental economic cooperation commission and the 8th interregional forum before the yearend," the ministry added.

Lavrov and Mirzoyan also discussed bilateral cooperation within international formats and integration associations. "The minister discussed cooperation within common integration associations, including in the context of Armenia's presidency in the CSTO (Collective Security Treaty Organization - TASS), and coordination of steps within international formats, such as the United Nations and the OSCE," the ministry said. "The Russian side expressed satisfaction with the results of the OSCE Minsk Group-mediated meeting between the Armenian and Azerbaijani foreign ministers on the sidelines of the 76th session of the UN General Assembly in New York."

It was also reported that Russian and Armenian Foreign Ministers stressed the necessity of finding solutions to humanitarian problems in Nagorno-Karabakh.

"The sides stressed the importance of finding solutions to the pressing humanitarian problems, such as, first of all, releasing detainees, sharing mine field maps and preserving cultural heritage sites," it said.

Renewed clashes between Azerbaijan and Armenia erupted on September 27, 2020, with intense battles raging in the disputed region of Nagorno-Karabakh. On November 9, 2020, Russian President Vladimir Putin, Azerbaijani President Ilham Aliyev and Armenian Prime Minister Nikol Pashinyan signed a joint statement on a complete ceasefire in Nagorno-Karabakh. Under the document, the Azerbaijani and Armenian sides stopped at the positions that they had held and Russian peacekeepers were deployed along the engagement line in Nagorno-Karabakh and along the Lachin corridor that connects Armenia with the enclave to exercise control of the ceasefire observance. Apart from that, a number of districts came over to Baku's control.

01/10/2021

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/l-iran-lance-des-manoeuvres-militaires-pres-de--l-azerbaïdjan-20211001>

L'Iran lance des manœuvres militaires près de l'Azerbaïdjan

Par Le Figaro avec AFP

Les forces terrestres de l'armée iranienne ont entamé vendredi 1er octobre des manœuvres militaires dans le nord-ouest du pays, près de la frontière avec l'Azerbaïdjan, malgré les critiques de Bakou, ont annoncé les médias officiels.

Des images diffusées par la télévision publique montrent plusieurs chars, obusiers et hélicoptères frappant des cibles au sol. *«Nous respectons (le principe de) bonnes relations de voisinage mais nous ne tolérons pas la présence d'éléments du régime sioniste et de terroristes de l'État islamique (EI) dans la région»*, a déclaré à la télévision d'État le commandant des forces terrestres de l'armée, le général de brigade Kioumars Heydari.

La sécurité nationale des deux pays en jeu

Le haut gradé faisait référence aux bonnes relations entre l'Azerbaïdjan et Israël, ennemi juré de la République islamique. Lundi, lors d'un entretien avec l'agence de presse turque Anatolie, le président azerbaïdjanais, Ilham Aliiev, s'était étonné de

manœuvres militaires iraniennes. «*Chaque pays peut effectuer n'importe quel exercice militaire sur son propre territoire. C'est son droit souverain*», a déclaré Aliiev. «*Mais pourquoi maintenant, et pourquoi à notre frontière?*», s'était-il interrogé.

L'Iran et l'Azerbaïdjan partagent une frontière de près de 700 km et entretiennent de bonnes relations. Réagissant aux propos d'Aliiev, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Saïd Khatibzadeh, avait affirmé mardi que l'Iran prendrait «*toutes les mesures qu'il jugerait nécessaires pour sa sécurité nationale*».

L'Azerbaïdjan, qu'une guerre de six semaines a opposé à l'Arménie en septembre 2020, s'est armé sans compter ces dernières années, notamment auprès de l'État hébreu. Après l'annonce d'un accord de cessez-le-feu entre Erevan et Bakou, Téhéran avait exigé en novembre 2020 le retrait de cette zone de «*tous les combattants étrangers*», notamment les djihadistes sunnites. Environ 10 millions de personnes de langue azérie vivent en Iran.

6- Courrier international

01/10/2021

<https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/geopolitique--la-tension-monte-entre-liran-et-lazerbaidjan>

La tension monte entre l'Iran et

L'Azerbaïdjan

Les deux pays ont multiplié les provocations ces dernières semaines. L'Azerbaïdjan a arrêté plusieurs chauffeurs routiers iraniens qui se rendaient à Stepanakert. L'Iran a pour sa part envoyé des troupes en nombre dans la région de l'Azerbaïdjan oriental.

“On dirait que Bakou se monte la tête depuis sa victoire [contre l'Arménie en 2020, au Karabakh], remportée sous dopage turc. L'âge de votre petit pays est inférieur à l'âge du plus jeune député de notre parlement, alors ne vous ridiculisez pas inutilement.” Cette pique lancée par le député iranien Mohammad Reza Ahmadi Sangari sur Twitter et relayée par le média arménien **Panorama**, illustre le degré d'agacement de l'Iran à l'égard de l'Azerbaïdjan.

La raison immédiate de cette exaspération réside dans le traitement infligé par Bakou aux chauffeurs routiers iraniens. Comme le rapporte le site azerbaïdjanais **1News**, les forces de l'ordre azerbaïdjanaises ont commencé à intercepter, en septembre, des camions iraniens transportant *“des produits alimentaires, des carburants et des matières premières vers les territoires azerbaïdjanais occupés”*, à savoir vers Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh, restée aux mains des Arméniens.

Certains chauffeurs iraniens ont même été mis sous les verrous. Les militaires azerbaïdjanais réclament une *“taxe douanière”* de 100 à 300 dollars par camion pour pouvoir entrer *“sur le territoire de l'Azerbaïdjan”*.

Des manœuvres militaires iraniennes qui irritent Bakou

Pour justifier ces mesures illégales, Bakou va jusqu'à affirmer que *“les camions-citernes transportant du carburant en Arménie et au Karabakh enfreignent les sanctions internationales contre l'Iran”*, ajoute le site **Eurasia Daily**. L'Iran, qui

a *“pendant trois décennies préservé sa neutralité dans le conflit du Karabakh”*, n'a d'autre choix que de riposter, relate le journal russe **Kommersant**.

Fin septembre, Téhéran a pour sa part procédé à des manœuvres militaires *“assez importantes”* à sa frontière nord-ouest, dans sa province d'Azerbaïdjan oriental, près des frontières avec l'Azerbaïdjan postsoviétique.

Dans un entretien à l'agence de presse turque Anadolu, [...]

Alda Engoian

(La suite réservée aux abonnés)

7- Sputnik France

30/09/2021

<https://fr.sputniknews.com/20210930/entre-larmenie-et--lazerbaïdjan-liran-cherche-le-juste-equilibre-1051936250.html>

Entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, l'Iran cherche le juste équilibre

Par Hakim Saleck

La tension monte entre l'Iran et l'Azerbaïdjan, alors que les capacités militaires iraniennes s'accumulent à la frontière azérie dans le cadre de manœuvres. Un message envoyé par Téhéran à Bakou et à ses soutiens régionaux.

Une colonne de chars d'assaut Karrar, de pièces d'artillerie, de systèmes de

missiles Sevom Khordad, d'hélicoptères et de lance-roquettes MLRS: ces derniers jours, Téhéran a acheminé du matériel lourd non loin de la frontière azérie.

Officiellement, l'Iran organise de nouvelles manœuvres. Celles-ci n'ont toutefois pas échappé à l'œil attentif de Bakou. "*Chaque pays peut effectuer n'importe quel exercice militaire sur son propre territoire. C'est son droit souverain. Mais pourquoi maintenant, et pourquoi à notre frontière?*", a fait mine de s'interroger Ilham Aliiev, le Président azéri.

"Le nouveau gouvernement iranien tient à montrer qu'il garde un équilibre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie", explique au micro de Sputnik Thierry Coville, directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS).

En effet, l'Iran a soutenu durant de longues années l'Arménie malgré une proximité religieuse avec l'Azerbaïdjan, à majorité chiite. Un choix qui s'explique en partie par le rapprochement de [l'Azerbaïdjan avec les États-Unis](#) après la dissolution du Pacte de Varsovie. Depuis, le partenariat privilégié entre Téhéran et Erevan concerne en particulier [le domaine énergétique](#), Téhéran fournissant du gaz et Erevan de l'électricité produite par sa centrale nucléaire de Metsamor.

Seize millions d'Azéris en Iran

Téhéran s'est toutefois éloigné d'Erevan durant la [guerre de six semaines](#) en septembre 2020 opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan "*en validant la victoire azérie*", rappelle notre interlocuteur. Ainsi, en provoquant militairement Bakou à peu de frais avec ses manœuvres, Téhéran entendrait rééquilibrer son positionnement entre ses deux voisins. En effet, le conflit entre Arméniens et Azéris n'est pas sans incidence sur l'Iran. Le pays des mollahs, qui jouxte le sud de l'Arménie, abrite environ 70.000 à 90.000 Arméniens de souche, descendants de ceux qui ont émigré [au XVIIe siècle](#). Autre lien historique: l'Arménie faisait autrefois partie de l'Empire perse.

Face à cela, les liens iraniens avec l'Azerbaïdjan sont également forts: la minorité azérie en Iran est la plus importante du pays, puisqu'elle compte près de [16 millions de personnes](#) (soit plus de 25% des quelque 68 millions d'habitants). Plus

que l'ensemble de la population de l'Azerbaïdjan, qui avoisine les dix millions d'individus.

L'axe Bakou-Tel-Aviv inquiète Téhéran

Téhéran marche donc sur des œufs entre ces deux pays et doit maintenir une politique régionale équilibrée, explique Thierry Coville. Selon lui, deux autres raisons majeures expliquent également ces exercices militaires iraniens. D'une part, Téhéran enverrait ainsi un message à Bakou dans le cadre de son rapprochement militaire avec Israël.

L'État hébreu a fourni d'importants moyens militaires à l'Azerbaïdjan durant sa guerre contre l'Arménie. Notamment les "Harop", des drones kamikazes capables d'exploser sur leur cible avec une précision chirurgicale. Ceux-ci ont largement contribué à la victoire militaire des forces azéries sur celles de l'Arménie. Le pouvoir israélien a également fourni à Bakou des missiles de type Lora, d'une portée de 430 km. Un rapprochement que Téhéran ne goûte que très peu.

Téhéran "*prendra toutes les mesures qu'elle jugera nécessaires pour sa sécurité nationale*", a ainsi déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Saïd Khatibzadeh, dans un communiqué publié sur le site du ministère, prévenant que "*l'Iran ne tolérera pas la présence du régime sioniste [Israël, NDLR] près de ses frontières.*"

Message à Ankara

D'autre part, ces manœuvres permettraient à l'Iran d'envoyer également un message à la Turquie, [allié proche de l'Azerbaïdjan](#). Sur plusieurs théâtres régionaux tels que la Syrie ou encore l'Irak, les deux pays sont adversaires.

Selon le directeur de recherche à l'IRIS, cette provocation iranienne est aussi destinée à rappeler à Ankara que sur ce front également, l'Iran est présent et constitue un contrepoids stratégique avec lequel Ankara doit composer. Officiellement, l'Iran se veut néanmoins rassurant.

Des déclarations et une évolution de la situation qui font dire à Thierry Coville qu'une escalade plus importante est très peu probable.

8- Les Nouvelles d'Arménie

30/09/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=84060

Les déclarations d'Aliev sur le « corridor de Zangezour » ne contribuent pas à surmonter les désaccords selon la Russie

Les déclarations conflictuelles n'aident pas à résoudre les problèmes existants vient de déclarer lors du point de presse hebdomadaire Alexeï Zayts le porte-parole adjoint du ministère russe des Affaires étrangères. Il se référait ainsi aux récentes déclarations ouvertement menaçantes contre l'Arménie, réalisées par le président azéri Ilham Aliev à propos du « *corridor de Zangezour* ».

« *Au lieu de cela, il est souhaitable de créer une opportunité afin de trouver des solutions mutuellement acceptables* » a affirmé Alexeï Zayts. Le porte-parole de Moscou a ajouté que « *Bakou et Erevan ont annoncé au plus haut niveau être prêts à ouvrir une nouvelle page des relations, avec un règlement progressif. Nous nous concentrons sur ces points positifs dans notre travail* ».

Le porte-parole adjoint de la diplomatie russe a ajouté également que « *Le groupe de travail trilatéral sur le déblocage des voies de transport dans le Caucase continue de travailler au niveau des vice-Premiers ministres de Russie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie. Nous nous félicitons de l'attitude positive de Bakou et Erevan vis-à-vis de la conclusion d'accords globaux mutuellement acceptables, qui nous permettront à l'avenir de déplacer le travail commun vers la sphère du partenariat* ».

Ainsi Moscou s'est désolidarisé des déclarations peu diplomatiques d'Aliev.

9- Le Courrier d'Erevan

30/09/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/freedom-house-demande-aux-autorites--armeniennes-de-ne-plus-appliquer-la-loi>

Freedom House demande aux autorités arméniennes de ne plus appliquer la loi anticonstitutionnelle qui criminalise la diffamation

« Nous sommes préoccupés par une procédure pénale engagée contre un utilisateur de Facebook pour avoir insulté le Premier ministre arménien Nikol Pachinyan dans ses commentaires. » C'est ce qu'indique une déclaration diffusée sur la page Facebook de l'organisation réputée de défense des droits de l'homme *Freedom House*.

L'organisation a souligné que cette décision intervient deux mois seulement après l'adoption par le Parlement d'amendements criminalisant les « insultes graves » à l'encontre des représentants du gouvernement, ce qui témoigne d'une dégradation manifeste des normes démocratiques en Arménie, notamment de la liberté d'expression.

« Nous appelons les autorités arméniennes à cesser immédiatement d'appliquer cette loi anticonstitutionnelle qui criminalise la diffamation », indique le communiqué.

10- Eurasianet

30/09/2021

<https://eurasianet.org/armenian-ex-defense-minister--arrested-for-embezzlement-and-faulty-weapons-purchases>

Armenian ex-defense minister arrested for embezzlement and faulty weapons purchases

The minister enjoyed an unusually long tenure in Armenia's government, more than two years, resigning only after the defeat in last year's war with Azerbaijan.

[Ani Mejlumyan](#)

The Armenian authorities have detained a former defense minister and a major arms dealer on charges related to purchases of faulty weaponry.

The National Security Service (NSS) announced on September 30 that it had detained former defense minister Davit Tonoyan on charges of “embezzlement of large sums of money, falsifications, committing publicly dangerous acts.” The NSS also detained David Galstyan, the head of a defense contractor supplying weapons to the Armenian armed forces. Together, the two are charged with stealing approximately 2.3 billion drams (\$4.7 million).

The case involves the purchase of missiles – the seller, type of missile, or year when they were purchased was not identified – that were produced between 1985 and 1991. The NSS also said that “large-scale” investigations are continuing to fully uncover the chain of crimes and all the people involved.

On September 25, the NSS – citing the same amount of embezzled money – said that it had [arrested](#) another senior military figure, the head of the aviation department of the armed forces. According to the NSS, the officer knew in 2011 that the missiles were faulty and unusable, but bought them anyway. The statement did not name the officer, but from 2009 to 2019 that post was held by Major General Avetik Muradyan.

“Some of the missiles failed to fire shortly after delivery, and were taken out of the arsenal. The rest were not used at all, including during the 44-day war that began on September 27, 2020,” the NSS said in its statement. Deputy Chief of General Staff of the Armed Forces Stepan Galstyan was also questioned in the case, the NSS reported.

Davit Galstyan, the arms dealer, is already facing a similar charge that was filed in February. In that case, Galstyan’s firm Mosston Engineering (an offshore company registered in the Seychelles) is accused of embezzling \$1 million. That case involved the purchase of artillery shells: Mosston was contracted in 2018 to supply the military with a certain type of shell, produced between 1983 and 1986, but the firm instead bought Czechoslovakian shells produced in 1977, which were “significantly inferior.”

Galstyan’s lawyer [told](#) journalists on September 30 that his client denied the

charges, and that “this is a completely new case, has nothing to do with the old case.”

Tonoyan hasn't been named in the first investigation, even as a witness, even though he was appointed defense minister in 2018.

Tonoyan has spent almost his entire career since the late 1990s in the armed forces and defense ministry. He appeared to enjoy an unusual amount of trust from Prime Minister Nikol Pashinyan, as his tenure lasted more than two years – a rarity in the quickly churning government. Tonoyan resigned last November, a week after the end of the war with Azerbaijan, following public pressure.

Galstyan has long been known as a murky operator. A 2011 United Nations Security Council report [found](#) that one of his firms, "DG Arms Corporation," illegally bought and transported ammunition to Libya in violation of international sanctions. In another episode, Mosston was [reported](#) to have transferred 275,000 euros to an offshore account belonging to Ukraine's then-president Petro Poroshenko for a VIP jet service.

None of that stopped the government from working with him.

On August 21, 2018, the Ministry of Defense announced that it had reached an agreement with a firm owned by Galstyan, Royalsys Engineering LTD, to produce Kalashnikov rifles in Armenia. No such company is registered in Armenia, but the [Panama Papers leaks](#) included information about a similarly named company with a spelling error: Royalsys Enginerring.

Tonoyan was [confronted](#) at the time by a journalist from the news outlet Civilnet about the fact that no such company existed in Armenia, but Tonoyan denied it. In 2019, Davit Galstyan was appointed adviser to Tonoyan.

Ani Mejlumyan is a reporter based in Yerevan.

11- Le Monde

29/09/2021

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/09/29/rapprochement-a-petits-pas-entre-l-armenie-et-la-turquie_6096498_3210.html

Rapprochement à petits pas entre l'Arménie et la Turquie

Un an après le conflit de l'automne 2020 dans le Haut-Karabakh, Erevan et Ankara ont repris le dialogue, notamment sur les questions de transport dans le Caucase, laissant entrevoir une possible normalisation de leurs relations.

Par [Marie Jégo \(Istanbul, correspondante\)](#) et [Faustine Vincent \(Envoyée spéciale à Erevan\)](#)

Un an après [la guerre dans le Haut-Karabakh](#), l'Arménie et la Turquie, qui a permis à l'Azerbaïdjan de remporter la victoire, seraient-elles tentées par une réconciliation ? Ces dernières semaines, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, ont laissé entrevoir la perspective d'une normalisation des relations. Celle-ci sera « *progressive* », a déclaré le chef de l'Etat turc le 29 août, et se concrétisera « *si le gouvernement arménien est prêt à des avancées* ». M. Pachinian a salué « *des signaux positifs* » auxquels il s'est dit prêt à répondre positivement si Ankara ne pose pas de « *conditions préalables* ».

Article réservé à nos abonnés

Début septembre, le chef du gouvernement arménien aurait proposé une rencontre au président turc par l'intermédiaire du premier ministre géorgien, Irakli Gharibachvili, selon la presse arménienne. Le secrétaire du Conseil de sécurité arménien, Armen Grigoryan, n'a pas démenti. « *Nous pensons qu'un dialogue à un niveau élevé et au plus haut niveau est l'un des moyens de normaliser ces relations* », a-t-il déclaré, vendredi 24 septembre.

Signe précoce de ce réchauffement, Turkish Airlines a été autorisée, dès janvier 2021, à survoler le territoire arménien lors de ses vols commerciaux vers Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan. Un petit pas comparé au lourd passif existant

entre les deux voisins. Brouillées de longue date, notamment en raison de la non-reconnaissance par Ankara du [génocide des Arméniens par l'Empire ottoman en 1915](#), la Turquie et l'Arménie n'ont pas de contacts diplomatiques, et la frontière qui les sépare est fermée depuis 1992.

L'ouverture d'un corridor

Le soutien de la Turquie à l'Azerbaïdjan turcophone, dans le conflit qui l'a opposé à l'Arménie, à l'automne 2020, pour le contrôle de l'enclave disputée du Haut-Karabakh, a remis du sel sur les plaies. Ankara, qui entraîne les militaires azerbaïdjanais et les fournit en équipements depuis plus de dix ans, a impliqué son armée, non pas sur le terrain, mais dans la planification des opérations. Des officiers turcs étaient à la manœuvre, supervisant entre autres l'utilisation des drones armés Bayraktar TB2, le fleuron de l'industrie militaire nationale, en plein essor. L'aide militaire turque a été décisive, permettant à Bakou de reprendre le contrôle d'une partie de l'enclave et des sept zones tampons tout autour.

La victoire écrasante de l'Azerbaïdjan n'a pourtant pas apporté les gains géopolitiques espérés par la Turquie, non conviée aux négociations ayant abouti au cessez-le-feu du 9 novembre 2020 sous l'égide du président russe, Vladimir Poutine. En revanche, l'accord signé à Moscou prévoit l'ouverture d'un corridor routier reliant la Turquie à l'Azerbaïdjan, vers la Caspienne, via l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan. (...)

La suite est réservée aux abonnés.

12- Ouest France

28/09/2021

<https://www.ouest-france.fr/europe/armenie/reportage-le--desespoir-des-armeniens-du-caucase-eeedec06-1f98-11ec-8af0-329508a32afd>

REPORTAGE. « On a tout perdu » : un an après la guerre, le désespoir des Arméniens du Caucase

Voici un an, l'Azerbaïdjan attaquait la République indépendante d'Artsakh

peuplée d'Arméniens. Un cessez-le-feu a été signé sous l'auspice de la Russie. S'il a évité le pire, il reste précaire et laisse la petite République exsangue et séparée de l'Arménie, sa grande sœur. Un territoire, à portée des tirs de l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie. La menace de l'extermination pèse sur les habitants tandis que la guerre risque de s'embraser à nouveau.

J'ai tout perdu, ma maison, mes biens. Je n'ai plus rien. Mes enfants et mes petits-enfants n'ont plus rien. Tout le monde dans cette salle a tout perdu et nous sommes sans rien. Aucune organisation internationale ne nous aide. Elles parlent mais ne font rien.

L'homme parle d'une voix forte. La colère de ce maire agriculteur de la région de Hadrout fait trembler les murs du foyer. Là, sont accueillies des familles ayant dû fuir leurs villages et leurs terres occupées par l'Azerbaïdjan depuis un an.

C'est ici, le problème numéro un. Il faut loger, nourrir, ces dizaines de milliers de personnes devenues réfugiées dans leur propre pays. Il n'y a pas assez de travail ni de place dans les écoles pour les milliers d'enfants déplacés, explique la ministre de l'Éducation et de la Culture, Lusiné Gharakhanyan.

Une vingtaine de femmes aux traits tirés se tiennent là, silencieuses. L'une d'elles se lève et raconte sa fuite de la ville de Chuchi sous les bombes. *Je n'ai plus rien. J'ai pris les passeports mais j'ai laissé tous mes souvenirs, toutes mes photos*, dit-elle. D'autres se lèvent et parlent des difficultés présentes : les membres de la famille handicapés, les malades, le manque de travail... *Nos enfants n'ont pas d'avenir ici*. La pauvreté étend son ombre glacée. Mais ce peuple fier et courageux qui a surmonté bien des épreuves ne se laisse pas abattre et se serre les coudes.

Elles vivent dans de petites chambres du foyer situé sur les hauteurs de la ville de Stepanakert, capitale de la petite République indépendante d'Artsakh qui a perdu la guerre déclenchée par l'Azerbaïdjan le 27 septembre 2020. Un ou deux lits, une chaise, un réchaud, une armoire, une table, une petite salle de bain, la télévision. Tout est propre et soigné mais le dénuement est immense. Dans l'une d'elles, deux femmes. Leurs yeux rougis regardent fixement les visages de deux hommes. Leurs photos encadrées sont posées sur la table. La plus âgée se tient en retrait. C'est la mère. Elle pleure son mari et son fils tués dans la guerre de quarante-

quatre jours. Le silence est rempli de chagrin.

Notre avenir dépend des grands pays

Le moment du départ approche : *Nous vous remercions de nous avoir rendu visite. Je vous prie de tout faire pour que les grands pays connaissent ce que nous vivons car notre avenir dépend des grands pays*, dit Angela. Ils se sont émus l'année dernière. Un peu. Mais l'indifférence est bien vite retombée.

Car aucun pays n'a reconnu l'indépendance de cette petite République en 1991, contrairement à celle des pays Baltes. Elle est donc considérée comme une partie de l'Azerbaïdjan. L'oubli étouffe ce peuple menacé. Peu de journalistes, pas d'observateurs ni de missions des organisations internationales.

Ce n'est pas faute de les avoir appelés. Le président de la République d'Artsakh est encore meurtri. Pourquoi, les représentants de la France du groupe de Minsk, en qui reposait l'espoir de médiation, n'ont-ils pas rencontré la délégation de l'Artsakh ? Emmanuel Macron avait pourtant demandé l'arrêt des combats et dénoncé l'envoi, par la Turquie, de mercenaires syriens djihadistes au côté de l'Azerbaïdjan.

La Commission des droits de l'homme de l'Artsakh a aussi envoyé quinze rapports aux organisations internationales sur les crimes commis par l'Azerbaïdjan pendant la guerre : *Jusqu'à aujourd'hui personne n'a rien fait contre les crimes commis sur la population de l'Artsakh*, regrette le défenseur des droits de l'homme, Gegham Stepanian.

Les civils ont été *intentionnellement et systématiquement* visés : des maisons, des écoles, des lieux de soins, des maternités, des centres culturels. Sans compter le bombardement de l'église de Chouchi alors que des fidèles y priaient. Ces violations répétées des lois humanitaires, montre que l'Azerbaïdjan *a fait une extermination ethnique contre la population de l'Artsakh*, explique-t-il.

Dîtes au monde ce qui se passe ici.

Des armes interdites ont été utilisées dans cette guerre sale, dit Gegham Stepanian : bombes au phosphore ayant tout décimé, bombes à sous-munition. Des drones kamikazes et des missiles de très haute précision ont été utilisés,

vendus par la Pologne, le Belarus, Israël. L'Azerbaïdjan s'est aussi équipée pendant des mois auprès de son allié turc, pourtant membre de l'Otan ! Pour les experts, c'est la première guerre de drone du siècle. L'armée d'Arménie qui était restée sur sa victoire de la guerre de 1994 contre l'Azerbaïdjan croyait à sa supériorité militaire. Elle n'était pas équipée pour riposter à ces armes nouvelles.

On estime que 5 000 Arméniens ont été tués et au moins dix mille blessés. Beaucoup sont de jeunes appelés qui faisaient leur service militaire. Ils étaient peu entraînés, mal équipés. Le baptême du feu a été tragique. Nombre de rescapés qui ont été blessés restent handicapés à vie. Lors du bombardement de Stepanakert l'année dernière, le radiologiste de l'hôpital se souvient des blessés, civils et militaires qui affluaient, des amputations, de la difficulté de soigner les blessures causées par les bombes au phosphore et à sous munition, par les munitions chimiques des drones.

Tous les soldats ne sont pas rentrés. On continue de chercher les corps des disparus. D'autres sont prisonniers de guerre : *Beaucoup de familles ont leurs fils captifs en Azerbaïdjan. La première chose que nous vous demandons, c'est de dire au monde ce qui se passe ici : les droits de l'homme ne sont pas respectés. Les habitants d'Artsakh ont les mêmes droits que ceux de Paris*, s'indigne le vicaire de la cathédrale de Stepanakert. Non seulement les prisonniers de guerre n'ont pas été rendus à l'Arménie bien que celle-ci ait rendu les prisonniers de guerre azerbaïdjanais. Mais ils sont torturés et condamnés à des années de prison ! L'Azerbaïdjan qui ne reconnaît pas la République d'Artsakh, les accuse de séparatisme.

...